



HAL
open science

Métropole, enquêtes collectives et circulation des savoirs dans les réseaux d'acteurs contestataires de l'aménagement urbain à Grenoble

Lucile Garnier

► To cite this version:

Lucile Garnier. Métropole, enquêtes collectives et circulation des savoirs dans les réseaux d'acteurs contestataires de l'aménagement urbain à Grenoble. CIST2023 - Apprendre des territoires / Enseigner les territoires, Collège international des sciences territoriales (CIST), Nov 2023, Aubervilliers, Campus Condorcet, centre des Colloques, France. pp.153-156. hal-04390299

HAL Id: hal-04390299

<https://hal.science/hal-04390299v1>

Submitted on 12 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Métropole, enquêtes collectives et circulation des savoirs dans les réseaux d'acteurs contestataires de l'aménagement urbain à Grenoble

AUTRICE

Lucile GARNIER

RÉSUMÉ

Les mobilisations contre les projets urbains se multiplient ces dernières décennies. L'apparition récente dans le langage commun en France de la catégorie « métropole » tend à mettre en réseau ces expériences et à cumuler des savoirs selon des opérations particulières d'apprentissage collectif. Nous observons que les notions complexes de métropole et de métropolisation poussent les acteurs qui s'attellent à les comprendre à s'engager dans des démarches d'enquêtes collectives spécifiques. En effet, ces dernières mettent en circulation des données et des ressources collectées dans la proximité à différents lieux à défendre, partagées à l'occasion de temps d'apprentissages collectifs qui nous révèlent des formes de savoirs et des registres d'expertises mis en valeur. Dans cette proposition, il s'agit à la fois de comprendre comment ces territoires sont appréhendés et définis par les acteurs contestataires mais aussi de rendre compte des effets de leur énonciation et de leur élaboration sur les mobilisations urbaines.

MOTS CLÉS

métropoles, mobilisations, projets urbains, enquête, ethnographie

ABSTRACT

Mobilisations against urban projects have been multiplying in recent decades. The recent appearance in the common language of France of the category of "metropolis" tends to network these experiences and accumulate knowledge through specific collective learning operations. We observe that the complex notions of metropolis and metropolisation prompt the actors who set out to understand them to engage in specific forms of collective inquiry. Indeed, the latter put into circulation data and resources collected in close proximity in different places to be defended and shared during times of collective learning that reveal the forms of knowledge and registers of expertise that are valued. This proposal involves both to understand how these territories are apprehended and defined by the protesting actors, and to account for the effects of their enunciation and elaboration on urban mobilisations.

KEYWORDS

Metropolis, Mobilisations, Urban project, Inquiry, Ethnography

Les métropoles sont des territoires qui mobilisent depuis plusieurs années de vives critiques issues à la fois du monde académique, militants ou au croisement de ces deux champs. Depuis la loi MAPTAM¹ votée en 2014, elles forment une catégorie particulière d'établissement public de coopération intercommunale (EPCI), au nombre de 21 en France, sur lesquelles se sont centrées les politiques de rééchelonnage des interventions de l'État (Brenner, 2004). Prenant le relais des communes sur un nombre croissant de dossiers, elles sont gérées par des services dont les procédures techniques sont souvent difficiles à saisir pour le grand public. Faisant l'objet de critiques sur leur fonctionnement démocratique, elles sont perçues comme des structures complexes tenues à des objectifs d'attractivité, de compétitivité ou d'innovation. Ces considérations croisent celles de travaux analysant ces territoires comme la traduction spatiale du capitalisme contemporain à la fois mondialisé et financiarisé, dont l'influence s'étend bien au-delà de ses frontières institutionnelles.

Dans le même temps, les oppositions aux projets d'aménagements dont elles sont les maîtres d'ouvrage se multiplient ces dernières décennies, qu'elles soient animées par des groupes parfois hâtivement qualifiés de NIMBY² (Trom, 1999) ou par des mobilisations centrées sur les « grands projets inutiles et imposés » (GPII) prenant l'occupation protestataire comme outil, à l'image des zones à défendre (ZAD). Dans ce contexte, certains auteurs s'emploient à qualifier les métropoles de « nouveaux totems conflictuels » (Aguilera, 2021) quand d'autres s'interrogent même sur la possible émergence de mouvements sociaux urbains spécifiquement métropolitains (Halbert *et al.*, 2021). Ces éléments offrent néanmoins aux acteurs des mobilisations urbaines une opportunité cognitive et discursive nouvelle sur les problèmes urbains (*ibid.*), permettant de les relier face à un « ennemi commun » à l'échelle locale ou aux logiques du néolibéralisme.

Notre travail issu de recherches doctorales en urbanisme et aménagement s'intéresse, dans une perspective pragmatique, à la manière dont les métropoles (et leur corollaire : le phénomène de métropolisation) impactent les processus qui sous-tendent la production de la critique urbaine contemporaine, notamment ceux qui permettent la compréhension et la définition de ces objets. La relative nouveauté de la circulation de ces notions ainsi que leur niveau de complexité supposent que leur intégration à un

¹ Loi de Modernisation de l'action publique territoriale et d'attractivité des métropoles (MAPTAM).

² *Not In My Backyard* (NIMBY), littéralement traduit par « Pas dans mon jardin », décrit des groupes de riverains opposés à la construction d'un projet immobilier ou d'infrastructure à proximité de chez eux sans s'opposer à ce qu'il le soit ailleurs.

discours critique se fasse au prix d'opérations de cadrage (Cefai, 2007), d'expériences de mise en partage ou d'accords entre groupes. C'est l'analyse de ces activités, saisies comme des processus, que nous proposons de mettre au travail pour cette session portant sur l'apprentissage des territoires en conflits.

TRAJECTOIRES ETHNOGRAPHIQUES AU SEIN DE RÉSEAUX CONTESTATAIRES DE LA MÉTROPOLISATION À GRENOBLE

Notre proposition s'appuie sur les formes d'enquête mises en œuvre par les acteurs eux-mêmes. En effet, cette critique des métropoles est diffusée par un réseau d'acteurs militants pris à la fois dans des mobilisations concrètes contre des projets urbains mais aussi dans des activités d'échanges, de décryptages et d'apprentissages collectifs. Notre travail explore ces processus au travers de recherches engagées depuis 2020 dans la métropole de Grenoble. Nous y avons mené une enquête ethnographique multisituée nous amenant à circuler entre plusieurs mobilisations urbaines. La méthodologie empruntée nous a amenée à nous y installer sur le long terme, permettant une réelle immersion dans ces milieux contestataires, l'accès à des routines et aux modes familiers de l'action des enquêtés. Nos matériaux sont constitués principalement de notes de carnet de terrain et de récits d'observation, de documents produits par les acteurs eux-mêmes, de revues de presse et de comptes-rendus de réunions mais aussi d'entretiens menés au fil de l'eau avec des acteurs clés des mobilisations suivies.

Dans un premier temps, cette recherche nous a conduite à être embarquée dans des mises en réseau d'acteurs à travers le territoire métropolitain. Nous avons suivi la naissance d'un « inter-collectif » contre la métropole de Grenoble rassemblant différents groupes en lutte dans cette agglomération et sa transformation en un groupe militant multipositionné, le collectif Lutte pour un usage collectif et solidaire des espaces (LUCSE). Nous avons assisté et documenté les temps d'échanges et de rencontres organisés à leur initiative et permettant de réunir des acteurs diversement engagés sur la question urbaine. Entre autres mobilisations, la controverse engagée contre le projet de transport par câble (Métrocâble), adossé à la zone d'aménagement concertée des Portes du Vercors dans une commune périurbaine de l'agglomération grenobloise, nous a permis de suivre leur investissement dans des formes plus localisées d'action collective. Nous avons alors documenté par l'observation participante les épreuves successives qui ont ponctué cette controverse en assistant à des temps de réunion ou de travail collectif, à des chantiers sur des espaces occupés, à des événements formels et informels entre riverains, etc. Amenant les acteurs à s'engager dans des pratiques spécifiques liées à la défense d'un territoire auxquels ils sont attachés (remobilisation de l'histoire des lieux, création de liens de sociabilité territorialisés, contre-expertise environnementale, etc.), ces conflits de proximité ont déjà pu être analysés comme producteurs de géographies nouvelles (Melé, 2013). Ce travail de terrain a ainsi été marqué par une forme de mobilité ethnographique réalisée au rythme des calendriers des projets urbains contestés et des actions collectives priorisées par les enquêtés. Si d'autres liens et réseaux non formalisés d'acteurs existent à Grenoble, ce groupe est à l'origine d'une certaine continuité dans l'organisation collective, nous offrant l'opportunité de suivre des réflexions portées de manière itérative et sur le temps long.

LA MÉTROPOLISATION EN ENQUÊTE

La notion d'enquête est définie comme « un effort réalisé pour surmonter une entreprise de connaissance suscitée par une difficulté, intellectuelle ou pratique, qui est existentiellement éprouvée » (Zask, 2004 : 3). Au sens de Dewey, l'enquête amène les acteurs à organiser des données comme des outils et des ressources qui, « par inférence et généralisation » (*ibid.*) dans un milieu perçu, permettent d'arrêter la définition d'un « objet » conçu comme un « ensemble de distinctions ou de caractéristiques connectées entre elles qui émerge en tant que constituant précis d'une situation résolue et qui est confirmé dans la continuité de l'enquête » (Dewey, 1938 : 513). Cette définition d'un objet depuis sa fonction et ses potentialités nous semble correspondre à l'usage de la notion de métropole par les enquêtés. Nos résultats nous permettent de rendre compte des opérations par lesquelles les acteurs définissent cet objet et de mettre en perspective ce qu'il permet. Dans cette proposition, nous souhaitons exposer les différents mécanismes d'apprentissages collectifs et de mise en réseau qui sous-tendent la compréhension et la critique des métropoles à partir de l'exemple du collectif LUCSE et du cas grenoblois.

La critique métropolitaine dépendante des formes locales d'engagement

Si la métropole semble offrir l'opportunité d'une montée en généralité pour les luttes locales, les réseaux d'acteurs qui la mobilisent ne sont pas indépendants de ces formes d'engagements localisées. Le recours aux catégories du proche donne des appuis discursifs et politiques, faisant des sociabilités populaires et conviviales des ressources argumentatives contre l'institution métropolitaine. À Grenoble, la figure d'anciens quartiers populaires mis en péril par le processus de gentrification, dans lesquels sont installés des lieux collectifs autogérés, vient en appui des revendications politiques, offrent des perspectives d'engagements et permettent l'association d'un réseau d'acteurs spécifique. C'est aussi plus largement dans le concret de mobilisations contre des projets d'aménagement que des ressources collectives sont éprouvées, rapportées et mises en discussion. Le cadre légal et les enjeux réglementaires propres aux projets urbains métropolitains y sont explorés collectivement (dispositifs d'enquête publique, impact d'un plan local d'urbanisme intercommunal, etc.). C'est à l'occasion de la menace d'expulsion d'un jardin squatté de l'agglomération grenobloise (le Chantier) qu'une première réunion entre différents collectifs en lutte s'organise à Grenoble, tout d'abord pour comprendre et se défendre face à l'établissement public foncier local (EPFL) du Dauphiné, interlocuteur commun à plusieurs mobilisations. Après une première séquence de recherche relative à l'opérateur technique de la Métropole Grenoble-Alpes, l'inter-collectif a dirigé son action dans deux directions : d'une part, alimenter des rendez-vous réguliers sous la forme d'un « cycle de conférences » permettant de

traiter différents sujets reliés à l'aménagement du territoire ; d'autre part, s'engager dans l'ouverture de controverses sur des projets urbains en cours, trajectoire inaugurée par l'ouverture de la coordination Stop-Métrocâble. Ce recentrement au niveau local peut être traduit par le besoin de rendre tangible et concret des observations discutées à d'autres échelles et rend compte de l'interdépendance entre engagements localisés et critique métropolitaine telle qu'elle est formulée par les acteurs.

Des activités d'apprentissage collectif comme action en soi

Les épreuves traversées dans le concret d'une mobilisation localisée sont des ressources qui sont redirigées par association, confrontation d'idées ou par un travail de montée en généralité. La critique des métropoles implique alors des résonances entre des expériences vécues dans le quotidien d'une mobilisation ou le concret d'un lieu, et d'autres formes de savoirs, tirées du monde académique, des champs d'expertises techniques et politiques ou encore de la capitalisation d'expériences militantes dans le temps et dans l'espace. Ces analyses correspondent aux formats d'échange spécifiques organisés par le collectif LUCSE : cycles de conférence, week-ends, ateliers, soirées-débats, diffusions de film, etc. Formé en 2021, le collectif s'est d'ailleurs organisé dans un premier temps autour de la rédaction de la brochure *Habiter la ville*. Permettant à la fois d'afficher un réseau de luttes locales constitué, ce travail a aussi permis d'engager une enquête autour des institutions techniques et des logiques politiques à l'œuvre dans la métropole grenobloise (groupes de travail, réunions d'organisation dans la durée, déchiffrage collectif de documents institutionnels, etc.). Ces formes d'enquêtes se traduisent alors par des écritures collectives qui offrent des supports à la fois matériels à la compréhension d'un contexte et nécessitent des moments de discussion pour les réaliser. D'autres temps d'enquête formels ont été ouverts et organisés plus particulièrement comme des événements publics pour mobiliser de nouveaux membres. À Grenoble, les « rendez-vous de LUCSE » proposés périodiquement au cours de l'année 2021 ont été ouverts comme des temps publics permettant de se former sur des sujets comme les mobilités, la gentrification, etc. La semaine d'*Occupation itinérante* organisée en 2021 ou l'événement *Prenons les terres* organisé en 2023 ont fonctionné également comme des temps forts reliant des conférences ou des expositions à des temps revendicatifs comme des manifestations ou des occupations. Les activités de décryptage et d'enquête sont alors reliées à des événements publics et sont mises en avant comme des actions en soi dirigées contre la métropole.

Les formes de l'expertise militante

La notion pratique des mobilisations qui s'opposent aux métropoles amène aussi à rendre compte de différents niveaux d'expertises, à la fois techniques et académiques mais aussi constituées par des savoir-faire activistes au fil des expériences cumulées des militants. Les formes d'enquêtes collectives sur les sujets techniques de l'aménagement amènent à s'intéresser à la place des chercheurs (présents à différents titres sur nos terrains) et à poursuivre les travaux sur la place des théories en milieu militants (Belorgey *et al.*, 2011). En effet, ces modes de compréhension sont alimentés par des ouvrages sinon des auteurs eux-mêmes, invités à proposer leurs éclairages lors de conférences ou de soirées-débats. Dans le concret des mobilisations contre des projets urbains, des architectes, des professionnels de l'aménagement ou des chercheurs viennent en soutien pour aider à déchiffrer les documents réglementaires, expliquer des procédures ou faire avancer les stratégies par l'élaboration de contre-propositions. Néanmoins, la position ambiguë de ces éléments dans les mobilisations tend parfois à structurer des engagements conversationnels avec lesquels d'autres groupes sont moins familiers, nous donnant des perspectives pour envisager l'analyse de l'action de ces réseaux avec d'autres groupes positionnés eux aussi, dans et contre la métropole. Cette dernière partie nous engagera enfin à expliciter le rôle et les postures de l'enquêtrice ainsi que la place qui lui a été attribuée par les enquêtés au fil du terrain.

CONCLUSION

Les mobilisations contre la métropole et la métropolisation sollicitent différents registres critiques et répertoires d'action. Constituée en partie depuis des expériences situées liées à la défense d'espaces menacés, l'échelle métropolitaine permet aux acteurs qui s'en saisissent de les mettre en partage sous différentes formes. Ces croisements peuvent se faire, comme dans le cas du collectif LUCSE à Grenoble, à l'occasion de l'organisation de temps publics spécifiques ou par la production de contenus militants. Pris dans une perspective pragmatique, observer la façon dont ces démarches successives aboutissent à une compréhension de l'objet nous amène à saisir ces apprentissages comme faisant partie même de son processus de définition. Ces activités résultent d'enquêtes collectives (Dewey, 1938) au long cours faisant agir des expertises et des savoirs particuliers qui en orientent la compréhension, dans lesquels circulent des interprétations sur les actions collectives en cours, des théories choisies et traduites, des récits d'expériences passées, etc. En ce sens, cette proposition donne matière à comprendre comment les conflits d'aménagements peuvent participer à la compréhension et à la définition d'un territoire. Ces observations pourraient être prolongées par l'étude des effets de ces contre-récits sur l'action publique urbaine.

RÉFÉRENCES

- Aguilera T., 2021, « Contre la métropole et son monde » : mouvements d'occupation et ZAD en France au XXI^e siècle », in T. Frinault, C. Le Bart & E. Neveu (dir.), *Nouvelle sociologie politique de la France*, Paris, Armand Colin, p. 217-229.
- Belorgey N., Chateigner F., Hauchecorne M., Penissat É., 2011, « Théories en milieu militant. Introduction », *Sociétés contemporaines*, 81(1), p. 5-25 [[Cairn.info/revue-societes-contemporaines-2011-1-page-5.html](http:// Cairn.info/revue-societes-contemporaines-2011-1-page-5.html)].
- Brenner N., 2004, *New State Spaces: Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford, Oxford University Press.

Cefaï D., 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*, Paris, La Découverte.

Dechezelles S., Olive M., 2019, *Politisaiton du proche. Les lieux familiers comme espace de mobilisation*, Rennes, PUR.

Dewey J., 1938, *Logique : la théorie de l'enquête*, Paris, PUF [trad. G. Deledalle].

Halbert L., Pinson G., Sala-Pala V. (dir.), 2021, numéro thématique « Contester la métropole », *Métropoles*, n° 28 [journals.openedition.org/metropoles/7794].

Melé P. (dir.), 2013, *Conflits de proximité et dynamiques urbaines*, Rennes, PUR.

Trom D., 1999, « De la réfutation de l'effet NIMBY considérée comme une pratique militante. Notes pour une approche pragmatique de l'activité revendicative », *Revue française de science politique*, 49(1), p. 31-50.

Zask J., 2004, « L'enquête sociale comme inter-objectivation », in B. Karsenti & L. Quéré (dir.), *La croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*, Paris, éd. de l'EHESS, p. 141-163 [books.openedition.org/editionsehess/11206].

L'AUTRICE

Lucile Garnier

ENSAN – AAU

lucile.garnier@crenau.archi.fr